



80^e Session de l'Assemblée générale
Deuxième Commission

Débat général de la Deuxième Commission

6 octobre 2025, New York

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter d'assumer la présidence de cette commission. La Suisse vous assure de son plein soutien.

Monsieur le Président,

Une nouvelle session de l'Assemblée générale de l'ONU s'est ouverte début septembre dans un contexte mondial instable et préoccupant. Alors que nous commémorons les 80 ans des Nations Unies, nous vivons un moment marqué d'insécurité et d'instabilité aiguë. Paix et développement durable sont intrinsèquement liés. A la multiplication et la poursuite des conflits internationaux, s'ajoutent la triple crise planétaire, les inégalités qui se creusent et des niveaux toujours élevés de pauvreté et de faim. Nous devons tous ici présents nous remobiliser afin d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

L'ONU demeure la seule organisation universelle capable de nous permettre de résoudre ensemble ces défis qui dépassent les frontières. Le multilatéralisme connaît des bouleversements marqués par une recrudescence des violations du cadre normatif et des principes mêmes qui fondent l'action multilatérale : le dialogue, la coopération et la recherche du consensus. La Suisse appelle à un réengagement urgent envers ces principes. A cet égard, nous soutenons le programme de réforme ONU80 du Secrétaire général. Genève, en tant que deuxième plus grand site onusien, dispose d'une forte expertise dans plusieurs domaines thématiques de compétence de cette deuxième commission. Il s'agit d'un écosystème unique sur lequel nous devons nous appuyer.

L'année dernière, nous avons adopté le Pacte pour l'avenir puis récemment l'Engagement de Séville, des initiatives multilatérales fortes, dont l'Agenda 2030 pour le développement durable constitue l'un

des piliers. Nous devons tous, acteurs étatiques et non-étatiques, joindre nos efforts et collaborer davantage et de manière innovante. C'est dans cet esprit que nous devons nous réunir ces prochaines semaines.

Monsieur le Président,

Cette deuxième commission doit fournir les orientations et impulsions politiques afin d'accélérer la réalisation des ODD. Chaque Etat ici présent a la responsabilité de mettre en œuvre les ODD avec des politiques nationales ciblées et efficaces. A ce titre, la Suisse se réjouit d'ores et déjà de présenter son Examen volontaire national lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable en juillet 2026.

Lors des négociations à venir de cette commission, la Suisse soutiendra les principes ancrés dans l'Agenda 2030, notre feuille de route commune. Compte tenu de l'ampleur des défis, nous devons dialoguer de manière constructive et viser des compromis. La Suisse s'opposera à toute tentative d'affaiblir ou écarter les références aux principes et documents fondamentaux.

La Suisse promouvra en particulier un langage ambitieux dans les domaines de l'environnement, du climat, de l'eau, de la biodiversité, des systèmes alimentaires et du genre. La science, des données de qualité, fiables et comparables, ainsi que la coopération digitale dans le contexte du Pacte numérique mondial adopté l'année dernière, feront aussi partie de nos priorités. La Suisse est en outre honorée de faciliter à nouveau la résolution sur les activités opérationnelles de développement qui fait suite à l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement de l'année dernière.

L'Agenda 2030 nécessite une architecture financière internationale efficiente et transparente. La Suisse s'engagera dès lors pour les questions de financement telles que la dette, la fiscalité internationale, la lutte contre la corruption et le renforcement de la coopération en matière de recouvrement de biens illicites. La Suisse insistera aussi sur la nécessité d'éviter les doublons et d'assurer une répartition efficace des tâches, conformément aux mandats et aux compétences respectifs des organisations, forums et institutions financières internationales.

Merci de votre attention.

Mr Chair,

Allow me first of all to congratulate you on assuming the chairmanship of this committee. Switzerland assures you of its full support.

Mr Chair,

A new session of the UN General Assembly opened in early September against a backdrop of global instability and concern. As we commemorate the 80th anniversary of the United Nations, we are living in a time marked by acute insecurity and instability. Peace and sustainable development are intrinsically linked. In addition to the proliferation and continuation of international conflicts, we are facing a triple global crisis, growing inequalities and persistently high levels of poverty and hunger. We must all work together to accelerate the implementation of the 2030 Agenda.

The UN remains the only universal organization capable of enabling us to resolve these challenges, which transcend borders, together. However, multilateralism is undergoing ongoing upheaval, marked by a resurgence of violations of the normative framework and the very principles that underpin multilateral action: dialogue, cooperation and consensus-building. Switzerland calls for an urgent recommitment to these principles. In this regard, we support the Secretary-General's UN80 reform programme. As the second largest UN site, Geneva has strong expertise in several thematic areas within the remit of this Second Committee. It is a unique ecosystem that we must build on.

Last year, we jointly adopted the Pact for the Future and the Sevilla Commitment, strong initiatives in favour of multilateralism, of which the 2030 Agenda for Sustainable Development is one of the pillars. We must all, state and non-state actors alike, join forces and collaborate more closely and innovatively. It is in this spirit that we must come together in the coming weeks.

Mr Chair,

This second committee must provide political guidance and impetus to reverse the trend and accelerate the achievement of the SDGs. Each State present here has a responsibility to implement the SDGs with targeted and effective national policies. In this regard, Switzerland is already looking forward to presenting its Voluntary National Review at the High-Level Political Forum on Sustainable Development in July 2026.

During the upcoming negotiations of this commission, Switzerland will support the principles enshrined in the 2030 Agenda, our common roadmap. Given the scale of the challenges, we will need to engage in constructive dialogue and seek compromises. Switzerland will oppose any attempt to weaken or remove references to fundamental principles and documents.

Switzerland will promote ambitious language in particular in the areas of the environment, climate, water, biodiversity, food security and food systems, and gender. Science, high-quality, timely, reliable and comparable data to measure progress on the 2030 Agenda, and digital cooperation in the context of the Global Digital Compact adopted last year will be among our priorities. Switzerland is also honored to facilitate the Operational Activities for Development resolution to follow-up on last year's QCPR.

The 2030 Agenda requires an efficient and transparent international financial architecture. Hence Switzerland will also focus on financing issues such as debt, international taxation, the fight against corruption and strengthening cooperation on the recovery of illicit assets. At the same time, Switzerland insists on the need to avoid duplication and ensure an effective international division of labor, in accordance with the respective mandates and competences of international organizations, forums and financial institutions.

Thank you for your attention.